



CENTRE DE RECHERCHE
SUR L'ANTI-CORRUPTION

Évaluation de la stratégie de CERC

RAPPORT D'ÉVALUATION INTERNE

2022–2026

Promotion de la redevabilité et de l'inclusion dans les services d'éducation et de santé · janvier 2022 – décembre 2025

Par l'équipe de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de CERC

Kinshasa, septembre 2026

À propos de ce rapport

AUTEURS

L'équipe de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de CERC

Le rapport a été préparé par l'équipe de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de CERC, avec la direction exécutive et l'équipe des finances.

Les opinions, conclusions et recommandations de ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation. Elles n'engagent pas les bailleurs et partenaires qui ont financé les projets évalués.

REMERCIEMENTS

Merci

CERC remercie les élèves, les enseignants, les chefs d'établissement et les parents des Clubs d'Intégrité du Sud-Kivu et de Kinshasa, les étudiants des clubs universitaires et les points focaux du système d'alerte sociale, ainsi que ses partenaires :

- Le Partenariat mondial pour l'éducation et Oxfam IBIS, à travers Education Out Loud
- L'USAID, à travers IREX, et Search for Common Ground
- L'Union européenne et la Coopération belge (DGD), à travers RCN Justice & Démocratie
- DigitalOcean
- Le Réseau des Parlementaires Africains contre la Corruption (APNAC RDC) et l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (ACAJ)
- Les autorités éducatives du Sud-Kivu et de Kinshasa, les universités partenaires de Kinshasa, et le cabinet DWAC, qui a audité le projet Education Out Loud

CERC

Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption

CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021. Il dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.

info@cerc.cd · www.cerc.cd

LICENCE

CC BY-NC-ND 4.0

Ce rapport est publié sous licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International. Pour voir une copie de la licence : creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

CITATION

Citer ce rapport

CERC (2026). *Évaluation de la stratégie 2022-2026 de CERC : Promotion de la redevabilité et de l'inclusion dans les services d'éducation et de santé, janvier 2022 – décembre 2025*. Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption, Kinshasa. <https://cerc.cd/fr/evaluation-strategie-2022-2026/>

Photo de couverture : 138 chefs d'établissement et 278 enseignants formés à l'intégrité à Kinshasa et à Bukavu, 2022. CERC.



Sommaire

À propos de ce rapport	02
Sigles et abréviations	04
Résumé exécutif	05
1. Méthodologie de l'évaluation	07
2.1 Pilier 1 – La stratégie et son plan opérationnel	09
2.2 Pilier 2 – Efficacité et efficience des programmes	12
2.3 Pilier 3 – Valeur, impact et durabilité	14
2.4 Synthèse : appréciation selon les critères du CAD	15
3. Recommandations, leçons et suggestions	16
Annexes	17

Sigles et abréviations

Sigle	Signification
ACAJ	Association Congolaise pour l'Accès à la Justice
APNAC	Réseau des Parlementaires Africains contre la Corruption
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CERC	Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la corruption
CODESA	Comité de développement de l'aire de santé
COPA	Comité de parents d'élèves
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (Belgique)
DIV	Development Innovation Ventures (USAID)
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EOL	Education Out Loud
IREX	International Research & Exchanges Board
ODD	Objectifs de développement durable
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
RCN J&D	RCN Justice & Démocratie
REPLIC	Agir pour une justice redevable, plurielle et intègre au Congo
RDC	République démocratique du Congo
SASA	Students Acting for Social Accountability
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis

Résumé exécutif

Contexte. La stratégie sectorielle 2022-2026 de CERC, *Promotion de la redevabilité et de l'inclusion dans les services d'éducation et de santé*, révisée en janvier 2022 et prolongée jusqu'à fin 2026, visait un engagement plus inclusif des jeunes dans l'amélioration des services publics à Kinshasa et au Sud-Kivu. Son plan opérationnel fixait des cibles annuelles jusqu'en 2026.

Une mise en œuvre dans un contexte de crises. Les élections de décembre 2023, la guerre dans l'Est – avec la chute de Goma en janvier 2025 et de Bukavu en février 2025 – et la fermeture de l'USAID en 2025 ont bouleversé la mise en œuvre. CERC a fermé ses bureaux de Bukavu et de Kinshasa et travaille à distance depuis 2025.

Pourquoi ce rapport. L'évaluation veut *prouver et améliorer* : rendre compte des quatre premières années de la stratégie, de janvier 2022 à décembre 2025, faire le point sur les recommandations de l'évaluation de 2022, et éclairer la stratégie 2027-2030. L'année 2026, en cours, n'est pas évaluée.

Méthodologie. L'évaluation, interne, s'appuie sur les six critères du CAD de l'OCDE, organisés en trois piliers : la stratégie et son plan (pilier 1), l'efficacité et l'efficience de nos programmes, à travers quatre études de cas (pilier 2), et la valeur, l'impact et la durabilité de notre travail (pilier 3). Elle repose sur une revue de nos rapports, de nos comptes et des archives de notre site ; elle ne comprend pas d'entretiens nouveaux.

LES CHIFFRES CLÉS

516 493 USD reçus de 2022 à 2025, pour 1 250 000 USD prévus (41 %), dont 83 % d'un seul bailleur · 204 Clubs d'Intégrité et 2 250 élèves en 2022 · 33 % des problèmes signalés résolus · une proposition de loi à l'Assemblée nationale · 1 cible atteinte sur 25, 10 en partie, 9 non atteintes et 5 non mesurées.

Performance globale. Une première année qui dépasse ses cibles, puis trois années de repli : la fin du financement de l'éducation à la mi-2024, la fermeture de l'USAID et la chute de Bukavu en 2025. Les acquis – les Clubs d'Intégrité, une proposition de loi, un système d'alerte dans la justice, nos applications – demandent un modèle financier plus solide.

Pilier 1 : la stratégie et son plan. La redevabilité dans l'éducation reste un besoin aigu, et la stratégie y a répondu avec les élèves eux-mêmes, en lien étroit avec les autorités, les parlementaires et les partenaires. Mais le volet santé n'a, une fois encore, pas été financé, et le plan a repris la structure et une partie des cibles de 2017 sans les confronter aux fonds obtenus.

Pilier 2 : nos programmes. Students Acting a créé 204 Clubs d'Intégrité, formé 2 250 élèves, 138 chefs d'établissement et 278 enseignants, et résolu 33 % des problèmes signalés, pour environ 190 USD par élève. Youth Excel a réuni 10 organisations de jeunes à Kinshasa ; REPLIC a mis en place un système d'alerte sociale dans trois juridictions ; nos quatre applications ont permis de continuer le suivi citoyen à distance.

Pilier 3 : valeur, impact et durabilité. Les Clubs d'Intégrité sont entrés dans un protocole d'accord avec les autorités éducatives et dans une proposition de loi. Mais 83 % des fonds venaient d'un seul bailleur : après juin 2024, les fonds sont tombés à 19 295 USD, puis à une aide en nature en 2025. Six des dix recommandations de 2022 n'ont pas été mises en œuvre.

Ce qu'il faudrait changer. Fixer les cibles de 2027-2030 à partir des fonds obtenus, diversifier les bailleurs, constituer une réserve, rattraper les audits de 2024 et 2025, et bâtir un modèle de travail à distance et de points focaux qui tienne dans l'Est.

Conclusion générale. Une stratégie qui a porté les Clubs d'Intégrité jusqu'à la loi, sans donner à CERC les moyens de durer. La stratégie 2027-2030 doit appliquer, dès sa première année, les leçons de 2022 et de 2026.

Organisation du rapport. Le chapitre 1 présente la méthodologie, ses questions, ses piliers, ses sources et ses limites. Le chapitre 2 présente les constats, pilier par pilier, le suivi des recommandations de 2022 et une synthèse selon les critères du CAD. Le chapitre 3 présente les recommandations, leçons et suggestions dans un tableau, avec leur catégorie et leur criticité. Les annexes complètent le rapport.

1. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation suit une approche fondée sur les six critères du CAD de l'OCDE, attentive au contexte de guerre dans l'Est et à la fermeture brutale de financements internationaux en 2025. Elle considère CERC comme un acteur parmi d'autres d'un système : les écoles, les autorités éducatives, le Parlement, la justice, les bailleurs et la société civile.

1.1

Questions d'évaluation et piliers

TABLEAU 1 : QUESTIONS D'ÉVALUATION, PILIERS ET POIDS

Question d'évaluation	Pilier	Critères du CAD	Poids
1. La stratégie et son plan répondaient-ils aux besoins des usagers et étaient-ils cohérents avec les politiques, les partenaires et nos outils ?	Pilier 1 : la stratégie et son plan	Pertinence, cohérence	30 %
2. Nos programmes ont-ils atteint les cibles du plan, et à quel coût ?	Pilier 2 : efficacité et efficience des programmes	Efficacité, efficience	45 %
3. Qu'est-ce qui a changé, qu'avons-nous fait des recommandations de 2022, et les acquis dureront-ils ?	Pilier 3 : valeur, impact et durabilité	Impact, durabilité	25 %

1.2

Instruments et questions détaillées

TABLEAU 2 : QUESTIONS DÉTAILLÉES ET INSTRUMENTS

Pilier	Questions détaillées	Instruments
Pilier 1	Le plan tenait-il compte de l'évaluation de 2022 ? Les cibles étaient-elles réalistes ?	Revue de la stratégie, du plan et des rapports annuels ; comparaison des prévisions et des résultats
Pilier 2	Quels résultats, pour quels fonds ? Qu'est-ce qui a aidé ou freiné ?	Quatre études de cas ; analyse des comptes et des rapports financiers aux bailleurs
Pilier 3	Qu'est-ce qui a changé ? Les recommandations de 2022 ont-elles été suivies ?	Protocoles d'accord, propositions de loi, rapport quadriennal à l'ECOSOC ; tableau de suivi des recommandations

1.3

Sources, gestion des données et garanties éthiques

L'évaluation repose sur les documents du tableau 3 et sur nos comptes publiés sur la page « Notre redevabilité financière ». Les montants sont en dollars américains ; ceux de 2022 et 2023 du projet Education Out Loud sont audités. Aucune donnée personnelle n'a été collectée. Les données suivent des principes de qualité inspirés des principes PICTURE d'Integrity Action : précises, inclusives, crédibles, triangulées, utilisables, axées sur les résultats et collectées de façon éthique.

TABLEAU 3 : PRINCIPALES SOURCES DE L'ÉVALUATION

Document	Date
Stratégie et plan opérationnel 2022-2026	janvier – février 2022
Évaluation de la stratégie 2017-2021	mars 2022



1. Méthodologie de l'évaluation (suite)

Document	Date
Rapports annuels 2022 et 2023-2024	2023-2025
Rapport du projet Students Acting for Accountability and Quality of Education	2022-2024
Rapport du projet Youth Excel	2022
Rapport du projet REPLIC	2024
Rapport quadriennal à l'ECOSOC	2021-2024
Rapport d'audit de DWAC (Education Out Loud)	2022
Page « Notre redevabilité financière »	2026
Articles du site de CERC	2022-2025

1.4 Sensibilité aux conflits et « ne pas nuire »

Dans les zones de l'Est sous le contrôle de groupes armés, publier le nom d'un moniteur, d'un point focal ou d'une école peut mettre des personnes en danger. L'évaluation ne nomme ni les personnes ni les écoles concernées par les signalements, et ne publie aucune donnée de nos applications qui permettrait d'identifier un utilisateur.

1.5 Limites et risques

TABLEAU 4 : RISQUES ET LIMITES DE L'ÉVALUATION

Risque ou limite	Effet possible sur l'évaluation	Effet réel et mesures prises
Évaluation interne	Un regard moins critique sur notre propre travail.	Les constats s'appuient sur des chiffres vérifiables et le rapport publie ce qui n'a pas marché, y compris le suivi de nos propres recommandations.
Guerre dans l'Est	Impossible de retourner dans les écoles de Bukavu.	Revue documentaire ; aucune donnée personnelle collectée, aucune école nommée.
Comptes 2024-2025 non audités	Des montants moins sûrs pour ces deux années.	Les montants viennent des rapports financiers aux bailleurs (21 295 USD au total) ; un audit de rattrapage est recommandé.
Données manquantes	Plusieurs cibles ne peuvent pas être appréciées.	Elles sont classées « non mesurées » ; mesurer ces indicateurs fait partie des recommandations.
Une stratégie encore en cours	L'année 2026 n'est pas couverte.	Les prévisions sont comparées sur 2022-2025 seulement ; 2026 sera couverte par le bilan de la stratégie.

2.1 Pilier 1 – La stratégie et son plan opérationnel

Une stratégie pertinente et bien reliée aux politiques nationales ; un plan qui a repris les cibles de 2017 sans les confronter aux moyens.

2.1.1

Pertinence : un besoin aigu, une réponse avec les élèves

Les consultations de l'année zéro, avec 534 jeunes et 89 enseignants et chefs d'établissement, ont façonné le projet Students Acting : les élèves ont choisi ce qu'ils voulaient suivre. Les ateliers de 2022 et 2023, avec 96 puis 97 responsables et décideurs, ont confirmé la demande d'éducation à l'intégrité, jusqu'à une proposition de loi. En 2024 et 2025, CERC a étendu le suivi citoyen à la justice et aux services publics avec ses applications – des adaptations justes, qui préparent la stratégie 2027-2030.

Deux limites : le volet santé, comme en 2017, n'a pas été financé – 250 CODESA actifs étaient prévus pour 2025, aucun ne l'a été ; et le plan de 2022 reprend la structure et une partie des cibles du plan de 2017 – budget croissant, bourses, blogs – sans tenir compte de l'évaluation qui les jugeait trop loin des moyens.

Appréciation : satisfaisant. Un diagnostic juste et des adaptations utiles ; des cibles irréalistes, une deuxième fois.

2.1.2

Cohérence : des partenariats forts

Le Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Education Out Loud et Oxfam IBIS, a financé un projet qui accompagnait la stratégie sectorielle de l'éducation de la RDC. Les autorités éducatives ont signé des protocoles d'accord avec 150 chefs d'établissement, avec la province du Sud-Kivu et pour des clubs dans toutes les écoles secondaires du Sud-Kivu et de Kinshasa. L'APNAC RDC a porté avec CERC une proposition de loi ; RCN Justice & Démocratie, le volet anticorruption de la réforme de la justice financée par l'Union européenne ; l'ACAJ, la formation de la société civile. Comme en 2017-2021, les rapports annuels présentent les activités et non les cibles du plan.

Appréciation : satisfaisant. Une forte cohérence externe ; un suivi interne encore séparé du plan.

2.1.3

Les cibles du plan et les résultats

Le tableau 5 compare les prévisions du plan opérationnel pour 2022 à 2025 aux résultats obtenus.

TABEAU 5 : PRÉVISIONS DU PLAN ET RÉSULTATS, 2022-2025

Cible	Prévu(2022-2025)	Résultat	Statut
Programme			
Formations nationales avec le gouvernement et la société civile	2 formations, 24 participants	Atelier avec 96 responsables de l'éducation, dont 3 parlementaires (2022) ; 97 décideurs à Kinshasa et à Bukavu(2023) ; formation avec l'ACAJ (2024)	Atteinte
Nouveaux Clubs d'Intégrité	325	204 (2022) et 4 clubs universitaires (2024) : 64 %	En partie
Élèves formés, dont 50 % de filles	4 875	2 250 (2022) et 61 étudiants (2024) : 47 % ; part des filles non publiée	En partie
Formations des chefs d'établissement et des enseignants	20	138 chefs d'établissement et 278 enseignants de 150 écoles formés (2022)	En partie

2.1 Pilier 1 – La stratégie et son plan opérationnel (suite)

Cible	Prévu(2022-2025)	Résultat	Statut
Écoles secondaires suivies	30 % des provinces ciblées	150 écoles partenaires : 90 à Bukavu, 60 à Kinshasa	Non atteinte
Problèmes résolus	55 %	33 % (2022)	En partie
CODESA actifs dans le suivi des centres de santé	250 en 2025	Aucun ; l'application Health-Check développée pour ce suivi	Non atteinte
Clusters de l'éducation et de la santé	400 écoles, 200 structures sanitaires	Non mis en place	Non atteinte
Apprentissage et impact			
Enquêtes annuelles d'impact et d'apprentissage	4	Étude auprès de 534 élèves et de 89 enseignants et chefs d'établissement (2021, publiée en 2022) ; rapports trimestriels à Oxfam IBIS (2023)	En partie
Enquêtes et évaluations indépendantes	1 semi-indépendante, 3 indépendantes	Aucune publiée	Non atteinte
Enquêtes de satisfaction des bénéficiaires	7	Non documentées	Non mesurée
Collecte de fonds			
Budget	1250 000 USD de 2022 à 2025	516 493 USD reçus (41 %) : 280 % de la prévision en 2022, puis 30 %, 6 % et 0,4 %	Non atteinte
Financement sans restriction	30 % en 2025	Aucun	Non atteinte
Grands donateurs institutionnels	1 à 2 par an	2 (2022, 2023), 1 (2024), aucun en espèces (2025)	En partie
Dons individuels	15 % du budget en 2025	Aucun don enregistré	Non atteinte
Gestion et finances			
Audits annuels	4	2022 et 2023 : projet Education Out Loud audité (DWAC) ; 2024 et 2025 : pas d'audit	En partie
Révision et stratégie suivante	Examens annuels ; préparation de 2027-2030	Stratégie prolongée jusqu'à fin 2026 ; stratégie 2027-2030 en préparation	En partie
Gestion des risques	Revue trimestrielle dans chaque bureau	Bureaux de Bukavu et de Kinshasa fermés en 2025 ; travail à distance	En partie
Personnel			
Femmes parmi le personnel et les volontaires	50 %	Non suivi	Non mesurée
Congo Integrity Leadership Fellowship	3 universités, 10 boursiers	Non lancé	Non atteinte
Communication			
Abonnés sur les réseaux sociaux	50 000 en 2025	Non suivi	Non mesurée
Visiteurs du site	5 000 par mois en 2025	Non suivi	Non mesurée
Billets sur notre site	50	11 articles (22 %), aucun en 2023 ni en 2025	Non atteinte

2.1 Pilier 1 – La stratégie et son plan opérationnel (suite)

Cible	Prévu(2022-2025)	Résultat	Statut
Conférences, forums et événements internationaux	14	Conférence des États parties à la CNUCC (2023), conférence de Nairobi (2024), rapport quadriennal à l'ECOSOC (2025)	En partie
Mentions dans les médias	11	Non suivi	Non mesurée

Bilan : 1 cible atteinte sur 25, 10 en partie, 9 non atteintes et 5 non mesurées. Les prévisions de 2026 ne sont pas évaluées.

2.2 Pilier 2 – Efficacité et efficience des programmes

Une année 2022 au-delà des prévisions, des fonds bien utilisés ; puis des résultats qui suivent la baisse des financements.

2.2.1

Synthèse des constats

Quatre études de cas (annexe 2) couvrent l'éducation, la jeunesse, la justice et nos applications. De 2022 à 2025, CERC a reçu 516 493 USD et dépensé 529 512 USD, en utilisant le solde de 2022 : 55 % pour les activités des programmes, 21 % pour le personnel, 9 % pour le loyer et le fonctionnement, 7 % d'appui direct au projet, 4 % pour l'administration, 2,5 % pour les déplacements et 1 % pour les honoraires et l'audit.

TABEAU 6 : FONDS REÇUS ET DÉPENSÉS, PAR ANNÉE

Année	Reçu(USD)	Dépensé(USD)	Bailleurs
2022	419 636,15	345 818,45	PME / Oxfam IBIS, USAID / IREX
2023	75 562,05	162 398,32	PME / Oxfam IBIS, USAID / IREX
2024	19 295,00	19 295,00	Union européenne et DGD, à travers RCN J&D
2025	2 000,00	2 000,00	DigitalOcean(en nature)
Total	516 493,20	529 511,77	

Les dépenses de 2023 utilisent le solde de 2022 du projet Education Out Loud (88 771 USD).

2.2.2

Students Acting : 204 Clubs d'Intégrité, de l'école à la loi

Financé par le Partenariat mondial pour l'éducation à travers Education Out Loud et Oxfam IBIS, de janvier 2022 à juin 2024, dans 6 communes du Sud-Kivu et 6 communes de Kinshasa, le projet Students Acting for Accountability and Quality of Education a créé 204 Clubs d'Intégrité en 2022 et formé 2 250 élèves de 14 à 19 ans au suivi des services éducatifs, avec 2 250 manuels d'éducation à l'intégrité et guides de suivi. 138 chefs d'établissement et 278 enseignants de 150 écoles ont été formés ; le plaidoyer des élèves a permis de résoudre 33 % des problèmes relevés.

En 2023, 150 écoles partenaires étaient liées par des protocoles d'accord – 90 à Bukavu, 60 à Kinshasa –, 97 décideurs ont été réunis et une proposition de loi a été préparée avec l'APNAC RDC. Le projet a disposé de 430 928 USD, entièrement dépensés et audités pour 2022 et 2023 : environ 190 USD par élève formé, formations, manuels et plaidoyer compris. Après juin 2024, aucun financement n'a pris le relais.

2.2.3

Youth Excel : les organisations de jeunes à Kinshasa

Financé par l'USAID à travers IREX, avec l'appui technique de Search for Common Ground, Youth Excel – Youth Represent DRC a réuni 10 organisations dirigées par des jeunes ou à leur service à Kinshasa, engagé 9 d'entre elles dans un projet conjoint, accompagné 45 jeunes sans emploi vers la réinsertion et formé 63 responsables de 9 organisations. Le projet a reçu 97 528 USD de 2021 à 2023 ; le dépassement de 1 935 USD de 2022 a été couvert par la dernière tranche de 2023.

2.2.4

REPLIC : le suivi citoyen dans la justice

Avec RCN Justice & Démocratie, dans le cadre de la réforme de la justice financée par l'Union européenne et la Belgique, CERC a mis en place en 2024 à Kinshasa un système d'alerte sociale : 9 points focaux, un numéro vert et 70 affiches dans les juridictions de Kalamu, de Ndjili et de Matete. L'incubateur de projets des jeunes contre la corruption a réuni 61 étudiants de 4 universités, et une formation a été organisée avec l'ACAJ. Les 19 295 USD reçus ont été entièrement dépensés, mais ces comptes n'ont pas été audités.

2.2 Pilier 2 – Efficacité et efficience des programmes (suite)

2.2.5

Nos applications : tenir à distance

En 2023, CERC a développé GovCheck pour le suivi des projets d'infrastructure ; avec EduCheck, HealthCheck et UNCAC Tracker, nos quatre applications couvrent l'éducation, la santé, l'administration et les services publics, et la mise en œuvre de la CNUCC. Après la chute de Bukavu et la fermeture de nos bureaux en 2025, elles ont permis de poursuivre le suivi citoyen à distance, maintenues en ligne grâce aux crédits d'hébergement de DigitalOcean (2 000 USD en nature).

Appréciation : plutôt insatisfaisant (efficacité) ; satisfaisant (efficience). Des résultats réels en 2022-2023 et des fonds utilisés pour ce à quoi ils étaient destinés ; la plupart des prévisions hors d'atteinte ensuite, et des audits à rattraper.

2.3 Pilier 3 – Valeur, impact et durabilité

Des règles qui changent – les Clubs d’Intégrité entrent dans les textes – mais une organisation que la fin d’un projet a suffi à fragiliser.

2.3.1

Impact : de l’école à la loi

En 2022, le plaidoyer des élèves a résolu 33 % des problèmes relevés dans leurs écoles. Le protocole d’accord de 2022, approuvé par la direction provinciale de l’éducation du Sud-Kivu, prévoit des Clubs d’Intégrité dans toutes les écoles secondaires du Sud-Kivu et de Kinshasa. Avec l’APNAC RDC, CERC a déposé deux propositions de loi en 2022, puis porté en 2024 à l’Assemblée nationale une proposition de loi qui inscrit les clubs et l’éducation à l’intégrité dans le programme scolaire. Dans la justice, le système d’alerte sociale donne aux citoyens de trois juridictions de Kinshasa un numéro vert et un réseau de points focaux. Aucune évaluation indépendante n’a cependant mesuré l’effet des clubs sur les élèves et les écoles.

Appréciation : plutôt satisfaisant. Un impact institutionnel réel ; un impact sur les services encore peu mesuré.

2.3.2

Durabilité : un bailleur, puis presque rien

Le Partenariat mondial pour l’éducation a apporté 83 % des fonds de 2022 à 2025. Après la fin du projet, en juin 2024, les fonds sont tombés à 19 295 USD en 2024 et à 2 000 USD d’aide en nature en 2025. L’USAID (DIV) avait engagé 6,5 millions USD pour le projet Students Acting for Social Accountability (SASA) 2025–2027, dans quatre provinces : la fermeture de l’USAID l’a annulé. La chute de Bukavu a fermé notre bureau de Bukavu, et le manque de fonds celui de Kinshasa. Restent des acquis qui ne dépendent pas d’un projet : les protocoles d’accord et la proposition de loi, les enseignants et chefs d’établissement formés, nos partenariats et nos quatre applications.

Appréciation : insatisfaisant. Les acquis institutionnels demeurent ; l’organisation reste à consolider.

2.3.3

Ce que CERC a fait des recommandations de 2022

Le tableau 7 fait le point sur les dix recommandations de l’évaluation de la stratégie 2017–2021, publiée le 7 mars 2022.

TABEAU 7 : SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS DE 2022

Recommandation de 2022	Ce qui a été fait (2022–2025)	Suite donnée	Pilier
Fixer des cibles en deux scénarios et les revoir chaque année	Un seul scénario, non révisé quand les fonds ont baissé.	Non mise en œuvre	Pilier 1
Rendre compte chaque année des cibles du plan	Les rapports annuels 2022 et 2023–2024 présentent les activités, pas les cibles.	Non mise en œuvre	Pilier 1
Un projet pilote de santé, ou retirer la santé des cibles	La santé est restée dans les cibles sans financement ; HealthCheck a été développée.	En partie	Pilier 1
Au moins trois bailleurs par an, aucun au-dessus de la moitié	Le Partenariat mondial pour l’éducation a apporté 83 % des fonds.	Non mise en œuvre	Pilier 3
Une réserve de trois mois de frais de fonctionnement	Aucune réserve n’a été constituée.	Non mise en œuvre	Pilier 3
Inscrire les clubs dans les règles des écoles et des autorités	Protocole d’accord de 2022 pour des clubs dans toutes les écoles secondaires du Sud-Kivu et de Kinshasa ; proposition de loi avec l’APNAC RDC.	Mise en œuvre	Pilier 3

2.3 Pilier 3 – Valeur, impact et durabilité (suite)

Recommandation de 2022	Ce qui a été fait (2022-2025)	Suite donnée	Pilier
Une évaluation externe du projet d'éducation	Aucune évaluation externe publiée.	Non mise en œuvre	Pilier 2
Mesurer abonnés, visiteurs et personnes touchées	Aucune mesure régulière.	Non mise en œuvre	Pilier 2
Continuer à auditer chaque exercice	2022 et 2023 audités ; 2024 et 2025 non.	En partie	Pilier 2
Continuer le modèle des Clubs d'Intégrité	204 clubs en 2022 ; plus de suivi après juin 2024.	En partie	Pilier 2

Une recommandation mise en œuvre, trois en partie, six non mises en œuvre.

2.4 Synthèse : appréciation selon les critères du CAD

TABLEAU 8 : APPRÉCIATION SELON LES SIX CRITÈRES DU CAD DE L'OCDE

Critère	Appréciation	Principaux constats
Pertinence	Satisfaisant	Un besoin aigu dans l'éducation, des adaptations utiles ; la santé sans financement, des cibles reprises de 2017.
Cohérence	Satisfaisant	Des partenariats forts avec les autorités, le Parlement, la justice et les Nations Unies ; un suivi interne séparé du plan.
Efficacité	Plutôt insatisfaisant	1 cible atteinte sur 25, 10 en partie, 9 non atteintes et 5 non mesurées ; 2022 au-delà des prévisions, 2023 à 2025 hors d'atteinte.
Efficienne	Satisfaisant	430 928 USD du projet d'éducation entièrement utilisés ; 55 % des dépenses pour les programmes ; 2024 et 2025 non audités.
Impact	Plutôt satisfaisant	Les clubs dans un protocole d'accord et une proposition de loi ; un système d'alerte dans la justice ; pas de mesure indépendante.
Durabilité	Insatisfaisant	83 % des fonds d'un bailleur ; 6,5 millions USD perdus avec la fermeture de l'USAID ; deux bureaux fermés.

Échelle : très satisfaisant, satisfaisant, plutôt satisfaisant, plutôt insatisfaisant, insatisfaisant (annexe 7).



3. Recommandations, leçons et suggestions

Les recommandations s’adressent à la fin de la stratégie en 2026 et à la stratégie 2027-2030. Comme toute l’évaluation, elles veulent *prouver et améliorer*. Chacune est classée par catégorie – commencer, arrêter, continuer, développer, envisager – et par criticité.

TABLEAU 9 : RECOMMANDATIONS, LEÇONS ET SUGGESTIONS

Nº	Catégorie	Recommandation, leçon ou suggestion	Criticité	Pilier
1	Commencer	Fixer les cibles de 2027-2030 en deux scénarios – financé et à financer –, liées aux conventions signées, et les revoir chaque année.	Haute	Pilier 1
2	Arrêter	Arrêter de reprendre les cibles d’un plan à l’autre sans les confronter aux fonds obtenus.	Moyenne	Pilier 1
3	Commencer	Un cadre de résultats unique, avec des valeurs de départ, présenté dans chaque rapport annuel – communication comprise.	Moyenne	Pilier 1
4	Envisager	Commencer la santé par un pilote HealthCheck avec quelques CODESA d’Uvira, avant toute cible chiffrée.	Moyenne	Pilier 1
5	Commencer	Commander un audit de rattrapage de 2023 à 2025, puis auditer chaque année tous les comptes, petits financements et aides en nature compris.	Haute	Pilier 2
6	Commencer	Prévoir une évaluation externe à mi-parcours de la stratégie 2027-2030, en 2028.	Moyenne	Pilier 2
7	Développer	Viser au moins trois bailleurs par an, aucun au-dessus de la moitié des fonds, avec l’Union européenne, les fondations et les coopérations bilatérales.	Haute	Pilier 3
8	Commencer	Constituer une réserve de trois mois de frais de fonctionnement, avec une part de chaque financement et des dons individuels.	Haute	Pilier 3
9	Commencer	Adopter un modèle de travail à distance et de points focaux, avec un plan de sécurité et de protection des données, pour l’Est.	Haute	Pilier 3
10	Continuer	Faire aboutir la proposition de loi et suivre les clubs avec EduCheck et les facilitateurs des écoles, sans dépendre d’un projet.	Haute	Pilier 3
11	Continuer	Continuer les partenariats avec l’APNAC RDC, RCN Justice & Démocratie, l’ACAJ et les universités.	Suggestion	Pilier 3



Annexes

ANNEXE 1

Exigences de l'évaluation

- Apprécier la mise en œuvre de la stratégie 2022-2026 de janvier 2022 à décembre 2025, selon les six critères du CAD de l'OCDE.
- Comparer chaque prévision du plan pour 2022-2025 aux résultats, et les fonds prévus aux fonds reçus.
- Faire le point sur les recommandations de l'évaluation de 2022.
- Formuler des recommandations pour 2026 et pour la stratégie 2027-2030 ; publier le rapport en ligne et en PDF, en français et en anglais.

ANNEXE 2

Le choix des études de cas

Projet	Période	Bailleur	Fonds	Pourquoi ce choix
Students Acting for Accountability and Quality of Education	2022-2024	PME / Oxfam IBIS (Education Out Loud)	430 177 USD	83 % des fonds ; le modèle des Clubs d'Intégrité à grande échelle
Youth Excel – Youth Represent DRC	2021-2023	USAID / IREX	97 528 USD	Les organisations de jeunes à Kinshasa
REPLIC	2024	Union européenne et DGD, à travers RCN J&D	19 295 USD	Le suivi citoyen dans la justice
Nos applications	2023-2025	DigitalOcean	2 000 USD en nature	La continuité du suivi citoyen à distance

ANNEXE 3

L'équipe et ses rôles

Rôle	Responsabilités
Direction de l'évaluation	L'équipe de suivi, d'évaluation et d'apprentissage : questions, revue documentaire, rédaction
Analyse financière	L'équipe des finances : rapprochement des comptes et des rapports financiers aux bailleurs
Validation	La direction exécutive : relecture des constats et des recommandations

ANNEXE 4

Le plan de travail

Étape	Période
Revue documentaire	juin 2026
Analyse financière	juillet 2026
Rédaction	août 2026
Validation	début septembre 2026
Publication	17 septembre 2026

ANNEXE 5

Documents examinés

Stratégie sectorielle et plan opérationnel 2022-2026 ; évaluation de la stratégie 2017-2021 (mars 2022) ; rapports annuels 2022 et 2023-2024 ; rapports des projets Students Acting for Accountability and Quality of Education (2022-2024), Youth Excel (2022) et REPLIC (2024) ; rapport quadriennal à l'ECOSOC (2021-2024) ; rapport d'audit de DWAC (2022) ; page « Notre redevabilité financière » ; articles du site de CERC, 2022-2025.

ANNEXE 6

Les fonds reçus par bailleur, 2022-2025

Bailleur	USD	Part
Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Oxfam IBIS	430 177,00	83,3 %
USAID, à travers IREX	65 021,20	12,6 %
Union européenne et Belgique (DGD), à travers RCN J&D	19 295,00	3,7 %
DigitalOcean (en nature)	2 000,00	0,4 %
Total	516 493,20	100 %

ANNEXE 7

Les échelles d'appréciation

- **Très satisfaisant** : les attentes sont dépassées.
- **Satisfaisant** : les attentes sont atteintes pour l'essentiel.
- **Plutôt satisfaisant** : des résultats réels, avec des lacunes notables.
- **Plutôt insatisfaisant** : des lacunes importantes l'emportent sur les résultats.
- **Insatisfaisant** : les attentes ne sont pas atteintes.

Chaque prévision du plan est classée **atteinte**, **en partie** (des résultats réels mais inférieurs à la prévision), **non atteinte** ou **non mesurée** (aucune donnée).



f [cerccongo](#)

X [cerccongo](#)

in [cerccongo](#)

i [cerccongo](#)

www.cerc.cd

32, Avenue CPA, Quartier CPA Mushi, Commune de Mont-Ngafula, Kinshasa, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.